SOMMET DE L'ALIMENTATION

La planète reste sur sa faim

Préparé depuis des mois, le sommet mondial de l'alimentation à Rome s'est conclu sur un objectif ambitieux : "Réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées d'ici 2015". Quels moyens d'action? Quelle implication des populations? Le sommet n'a répondu à aucun de ces défis, comme l'explique le journal Vivre autrement*.

Le bel unanimisme affiché par la totalité des orateurs qui ont chacun récité leur couplet sur la nécessité d'éliminer le fléau de la faim, est loin d'avoir convaincu tout le monde. Certes, de nombreux dirigeants des pays du Sud se sont plaints du sort que réservent à leurs pays les nouvelles règles des relations économiques mondiales, désormais fondées sur le dogmatisme néo-libéral le plus strict. Certes, comme d'habitude, Fidel Castro - qui n'est plus applaudi que dans les enceintes des Nations unies - a vilipendé un système international fondé sur l'inégalité et l'injustice. Mais l'adoption solennelle d'un catalogue de vœux pieux, qui passe sous silence les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à ses objectifs, a paru à plus d'un observateur bien insuffisante. Bien des participants n'étaient pas loin de rejoindre l'avis des ONG en déplorant la timidité d'un plan d'action qui n'ouvre guère de pistes concrètes pour s'attaquer réellement au fléau qu'il dénonce.

▼ *Un sommet verrouillé*

"On a évité tout vrai débat et verrouillé le sommet en finalisant le plan d'action avant son ouverture", constatait ainsi un délégué, tandis qu'un de ses collègues déplorait que *"les documents finaux du sommet soient bien en deçà de tout ce qui a été dit et écrit sur le sujet depuis la conférence mondiale de l'alimentation de 1974."*

De fait, le sommet de Rome aura été une réunion sans enjeux. Chaque État s'est donc simplement

Rizières au Vietnam

"Contre le colonialisme agro-alimentaire"

"Au début de l'année, des agriculteurs indiens ont mis à sac un restaurant Kentucky Fried Chicken à Bangalore, une ville du sud du pays. Il s'agissait d'un mouvement de protestation politique qui a envoyé une onde de choc dans les états-majors des groupes agroalimentaires étrangers installés en Inde. Les manifestants étaient membres de Karnataka Rajya Raitha Sangha (KRRS), une association regroupant plusieurs milliers de cultivateurs et d'éleveurs de l'État de Karnataka. A leurs yeux, les multinationales mettent en danger l'agriculture traditionnelle en développant la consommation de viande et en forçant les agriculteurs à adopter les méthodes et les cultures occidentales. [...] Vandana Shiva, une environnementaliste, considère l'arrivée des chaînes de fast food en Inde comme une atteinte à l'agriculture durable : « *Ils sont en train de pousser les gens vers une alimentation carnée, ce que le pays ne peut pas se permettre* ». [...] L'agriculture sous contrat, système par lequel une société commande et achète toute la production d'un certain nombre d'exploitations, est très fréquente. Pepsi Food contrôle depuis quinze ans la récolte d'un millier de fermes du Pendjab [...] K.L. Chadlha est clair : « *Aujourd'hui, les multinationales peuvent décider quels types d'oignons et de tomates nous cultivons. Nous sommes ouverts à une amélioration de la qualité, mais pas à une augmentation massive de la quantité* ».

New scientist (anglais), cité dans Courrier international du 14 novembre 1996

enda

Vivre autrement

Rome 96

Accord à l'ouverture

attaché à rappeler les intérêts qu'il entend défendre. Les États-Unis ont plaidé sans surprise pour tout ce qui va dans le sens de la libéralisation des échanges. Les pays européens se sont à peu près tous référés aux accords de Marrakech [adoption de l'Uruguay Round marquant la libéralisation du commerce]. Les États soumis à des embargos - Cuba, Irak et Burundi - se sont indignés de voir utilisée contre eux cette arme alimentaire dont leurs populations sont les premières victimes

Le principal mérite de cette réunion est peut-être d'avoir attiré l'attention internationale sur ce que tout le monde convient d'appeler le scandale de la faim. Cela avait déjà été le cas en 1974. Réunira-t-on dans 22 ans une nouvelle conférence pour constater que la situation n'a pas évolué? Jacques Diouf, directeur de la Fao, affirme que l'engagement des chefs d'État, alors que la conférence de 1974 n'avait réuni que des ministres, donne plus de poids aux engagements pris. On attend de voir s'il a de bonnes raisons d'être optimiste.

Sophie Bessis

** Rédactrice en chef de Vivre autrement. Financé par l'ONG africaine Enda, ce journal a suivi depuis quatre ans toutes les grandes conférences internationales (environnement, population, villes...). Enda, 5 rue des Immeubles industriels, 75011 Paris, France. Tel 01 44 93 87 40. Fax 01 44 93 8750.*

Les ONG africaines préparent l'après Rome

Le Sénégalais Ibrahima Seck, dirigeant paysan à la Fongs*, a participé au Sommet de l'alimentation. Il exprime son point de vue et explique la démarche initiée par les organisations africaines.

Quel bilan tirez-vous du sommet de Rome?

L'aspect le plus positif est le processus de concertation auquel il a donné lieu. La FAO a déployé de réels efforts pour que les ONG et les organisations paysannes puissent exprimer leurs points de vue. Mais le texte officiel qui était validé avant même le sommet, ne va pas au fond des choses. Si la pauvreté est une des causes de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire, il faut alors s'attaquer aux mécanismes générateurs de pauvreté et non se limiter à en traiter les effets. Si on généralise le modèle économique dominant, axé sur la seule loi du marché, des sociétés entières vont être marginalisées. On continue pourtant de croire aveuglément dans les vertus de la libéralisation des échanges. Il faut au contraire revendiquer le droit fondamental à l'alimentation. Celui-ci doit s'appuyer sur des systèmes de production durables.

Comment peut-on atteindre un tel objectif?

Dans nos pays africains, les producteurs agricoles représentent encore la majorité de la population. C'est avec eux qu'il faut travailler en priorité. Il faut donc renforcer leur capacité de représentation et de négociation auprès des pouvoirs publics, des agences et des bailleurs de fonds. Il est important également de créer un environnement favorable à l'accroissement de la production, ce qui implique des investissements en matière d'infrastructures, de crédit mais aussi de santé, d'éducation. Les programmes de recherche doivent être conduits avec les producteurs.

D'autre part, il faut favoriser la décentralisation et la prise des décisions au niveau local, en particulier pour la gestion des ressources naturelles. L'avenir est entre nos mains et il nous faut puiser dans notre identité et nos ressources pour définir et assumer pleinement des modes de production adaptés.

Lors du forum des ONG, avez-vous constaté une position africaine commune?

Les ONG ont toutes dénoncé l'ambiguïté de la déclaration officielle. Ont été particulièrement critiqués la place dominante accordée au marché et le manque d'engagements concrets des Etats. La déclaration des ONG s'intitule : *"Le profit pour quelques uns ou l'alimentation pour tous"*. J'ai constaté que les représentants d'Amérique Latine mettaient beaucoup l'accent sur le thème de la souveraineté alimentaire, du foncier et de la réforme agraire.

Du côté africain, le renforcement de la société civile et sa structuration constituent nos priorités. Cela suppose de développer des approches et des collaborations régionales.

Ce forum annonce-t-il d'autres rendez-vous?

L'importante participation africaine a fait germer l'idée de créer un collectif des ONG africaines pour la sécurité alimentaire et le développement durable. L'ambition est de parvenir à organiser une assemblée générale constitutive d'ici la fin 1997. Il s'agirait de mobiliser les représentants de six grandes régions volontaires. Je suis chargé de coordonner cette initiative. L'objectif, c'est de faire émerger une force de propositions africaine. Cela doit nous permettre de participer davantage aux discussions régionales et internationales et de peser dans les instances de décision. Le suivi du sommet de Rome devrait constituer une bonne occasion de concrétiser nos intentions.

Recueilli par Benoît Vergriette

* Président de la commission développement durable de la Fongs (Fédération des ONG du Sénégal). BP 269, Thies, Sénégal. Tel/fax 221 51 20 59 (ou) 221 46 71 01